

Plan d'action chlordécone en Martinique et en Guadeloupe¹**Tableau de suivi des actions 2008 - 2010**

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
Coordination nationale et animation du plan	DGS + chargé de mission national	<p>- <u>Séminaire chlordécone</u> Un séminaire chlordécone a eu lieu le mardi 23 septembre 2008</p> <p>- <u>Déplacement du DGS aux Antilles</u> Pas de date prévue pour un déplacement du DGS aux Antilles à ce jour.</p> <p>- <u>Rapport annuel sur l'avancement du plan d'action chlordécone</u> Un rapport d'état d'avancement du plan a été produit pour l'année 2008 et diffusé en février 2009.</p> <p>- <u>Réunions du comité de pilotage</u> : tous les 2 mois environ, prochaine réunion le 19 octobre 2009</p> <p>- <u>Mise en place du PITE – chlordécone</u> pour 2009 et 2010 : financement des actions 1, 4, 18, 20, 21 29 et 39 du plan chlordécone</p> <p><i>NB : 2^{ème} mission OPESCT en avril mai 2009, rapport rendu public en juin 2009</i></p>		

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
Coordination locale	Préfets de 971 et 972 + chargé de mission interrégional	<ul style="list-style-type: none"> - Préfet de Martinique responsable du Budget Opérationnel de Programme chlordécone interrégional (sous action du PITE relative au plan chlordécone). 2^{ème} Comité de pilotage le 13 octobre 2009. Fongibilité totale entre actions. - Conférence de presse en Guadeloupe le 23 septembre sur les actions du plan chlordécone. Institution de rendez vous presse trimestriels. 		
(1) Elaborer un outil cartographique de connaissance de la contamination des sols en valorisant les analyses géoréférencées et en organisant la saisie des données dans un outil SIG interservices.	DGAL DE-DGFAR IRD Guyane	<ul style="list-style-type: none"> - Inventaire des données disponibles et production d'une note méthodologique (Afsset, transmission au CPN du 1^{er} juillet 2009 d'une note synthétique datée du 24 juin) - Réunion technique de coordination le 18 septembre 2009 : discussion notamment sur la confidentialité des données. - Le SPV 971 centralise les informations des producteurs de données géoréférencées (ch.agriculture, FREDON, DSDS...) - En Martinique, création d'un COPIL GREPHY SIG et contact avec les prestataires de service pressentis. Tous les partenaires producteurs de données géoréférencent désormais leurs prélèvements, mais il reste un gisement de données « papier » important à récupérer. <p>Financement dans le cadre du PITE en 2009. La DAF est pilote pour la création d'un SIG interrégional.</p> <p>En attente des propositions BRGM –SAFER, retard prévu des travaux pour 2009</p>	<p>Etat 340 k€</p> <p>SPV 972 : Pite 130k€</p>	2009/2010

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		Complémentarité nécessaire avec le projet Afsset (action 38).		
(2) Dresser un bilan des connaissances sur les eaux continentales et littorales et renforcer la surveillance et le dispositif d'observations.	ONEMA DIREN AFSSET/ODE/IRD/UAG IFREMER/IFEN	<p>- Guadeloupe : sur crédits DIREN (DCE), suivi de la contamination par les pesticides sur 10 cours d'eau de Basse-Terre et sur : 9 points d'eau souterraine (2 sources AEP, 5 forages AEP et 2 piézomètres) en Grande-Terre, Basse-Terre, la Désirade et Marie-Galante. –</p> <p>- Etude complémentaire sur les organismes dulcicoles sur les cours d'eau des 3 dernières communes non investiguées de la Basse Terre (Bouillante, Pointe Noire et Deshaies).</p> <p>- Bilan de la connaissance de la contamination des eaux superficielles et souterraines et propositions de recalibrage du réseau de surveillance.</p> <p>- Martinique : Etude de la distribution spatiale de la contamination des eaux de surface par la chlordécone, le βCH et la dieldrine. Programme d'échantillonnage réalisé par la DIREN (pilote déléguée) ; convention ONEMA-ODE (maitre d'ouvrage). 3 campagnes d'échantillonnage réalisées. Résultats intermédiaires disponibles.</p> <p>Poursuite de l'étude en 2010 (contamination amont, etc...). Nouvelle demande de financement ONEMA 2010.</p> <p>En application de la directive cadre sur l'eau : Surveillance de la contamination sur 28 stations concernant 20 bassins versants.</p> <p>Surveillance de la contamination sur 20 points d'eaux souterraines.</p>	<p><i>Etat 47 k€</i></p> <p><i>Convention nationale ONEMA/BRGM 90 k€</i></p> <p><i>Etat 15 k€</i></p> <p>Etat 33 k€ BRGM 12 k€</p> <p><i>ONEMA 40 k€</i> <i>ODE 80 k€</i></p> <p><i>ODE 250k€</i></p> <p><i>ODE 104 k€</i> <i>BRGM 26k€</i></p>	<p>Pérenne</p> <p>2009</p> <p>2009</p> <p>Fin 2009</p> <p>Fin 2009</p> <p>2010</p> <p>Pérenne</p>

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
<p>(3) Laboratoires en Martinique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Equiper le laboratoire départemental pour réaliser l'analyse des pesticides dans l'ensemble des matrices et bénéficier d'un transfert du laboratoire départemental de la Drôme. - Accélérer l'accréditation et l'agrément, prévus pour 2009. 	<p>DGAL DGAL / DGS</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Une mission d'experts s'est rendue sur place du 2 au 4 septembre 2008 pour définir les besoins en analyse et les actions à mettre en place afin d'assurer le meilleur développement des activités des laboratoires antillais. Les conclusions ont été diffusées en juin 2009 aux autorités locales. La mission propose notamment la création d'un GIS et de confier la réalisation des analyses de végétaux au laboratoire SCL douanes-DGCCRF de Jarry. Les financements nécessaires seront à rechercher si possible dans le cadre du PITE. - Le laboratoire départemental a mis au point la recherche des organochlorés dans les sols et les eaux avec l'appui du laboratoire départemental de la Drôme. Il est opérationnel pour ces analyses depuis le début octobre 2009. 	<p>Conseil Général et FEDER 1850 k€</p>	<p>2008/2009</p>
<p>(4) Laboratoires en Guadeloupe :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Institut Pasteur, étendre le nombre de molécules analysées dans l'eau, renforcer les capacités sur les sols, étudier la mise en place de capacités en mesures dans les tissus biologiques. - Effectuer dès 2009 les analyses de contrôle des services des douanes, de la répression des fraudes et de la protection des végétaux, au sein du laboratoire du ministère des finances. 	<p>DGCCRF DGS/DGAL/ Institut Pasteur de Guadeloupe</p>	<ul style="list-style-type: none"> - La section pesticides du laboratoire du SCL de Jarry a été mise en place et équipée en 2008. La phase de validation en doublon des analyses de chlordécone avec le laboratoire de Massy est réalisée et les échantillons sont analysés à Jarry depuis le début de l'année 2009. <p>Un volume de 350 analyses de chlordécone sera réalisé sur place en 2009, sur les 1080 prélèvements programmés par la DGCCRF dans le cadre de ses plans de surveillance et de contrôle « pesticides » (cf. action 20), pour l'année 2009. Le surplus des analyses est réalisé à Massy, de même que la recherche des autres molécules.</p>	<p>Etat 244 k€ <i>Pite 127.5 k€</i></p> <p>Pour mémoire (</p>	<p>2008/2010</p>

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		Financement dans le cadre du PITE en 2009. - Idem action 3 pour la mission laboratoires. - L'Institut Pasteur de Guadeloupe est opérationnel pour les analyses de sol depuis le début de l'année 2009.	Projet IPG sur PO FEDER 1900k€ Etat 85 k€ Hors Etat 1815 k€ dont 100 k€ CGal et 600 k€ CRgal	
(5) Mener un diagnostic de la faune aquatique en eau douce et en mer.	ONEMA DIREN ODE (eaux douces) IFREMER (eaux marines) UAG/DSV/DRAM//IRD/D SDS/professionnels	Martinique : - Faune marine : action démarrée. Convention ONEMA-IFREMER en liaison avec la DIREN (pilote déléguée). 2 campagnes de mesure réalisées, rapport Ifremer en cours de finalisation (version préliminaire disponible). - Faune dulcicole : action démarrée. Plan d'échantillonnage réalisé par la DIREN. Convention ONEMA-ODE. 3 campagnes réalisées, rapport intermédiaire disponible. Poursuite de l'étude en 2010 (contamination faune dans les zones amont, etc.). Nouvelle demande de financement ONEMA 2010. Etude UAG risque endocrinien sur poissons. Convention signée le 19 novembre 2008. Avifaune : Etude ONCFS sur 2 espèces (aigrette et tourterelle) en zone contaminée. Prélèvements et analyses réalisés. Attente rapport. Guadeloupe : - Diagnostic de la contamination des organismes marins autour de la Basse-Terre	ONEMA 147 k€ IFREMER 88k€ ONEMA 60k€ ODE 90 k€ DIREN972 21k€ UAG 31k€ DIREN 9k€ DSV 4.5k€ ONCFS 17k€ DIREN : 7 k€	2008/2009 2008/2009 – poursuite en 2010 2010 2009 2008/2009

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		<p>avec IFREMER articulé avec plan de contrôle DSV. rapport Ifremer en cours de finalisation (version préliminaire disponible)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Recherche amont : projet CHLORDEXCO-AQUA retenu par l'ANR en juin 2008 (coordination CIRAD) – Analyse des perturbations apportées par la chlordécone dans les organismes aquatiques et mise au point de biomarqueurs - Financement OEG/ONEMA :Thèse soutenue le 16 juin 2009 sur les processus de contamination du réseau trophique dulcicole sur les rivières de Guadeloupe. - Etude UAG commune 971-972 : Vulnérabilité des nurseries dulçaquicoles (écotoxicologie). Conventions en cours de signature. 	<p>ONEMA : 200 k€ (2009)</p> <p>Convention ONEMA/OEG/O DE/UAG sur 2009 et 2010</p> <p>164,9 k€</p> <p>ODE 972 : 28.5 k€</p> <p>OEG 971 : 28.5 k€</p> <p>ONEMA : 57 k€ (répartis entre 971 et 972)</p> <p>UAG : 51 k€</p>	2010
<p>(6) Etudier les possibilités de traitement du chlordécone dans le sol, notamment sur les aires d'alimentation des captages d'eau potable.</p>	BRGM IRD	<ul style="list-style-type: none"> - Action proposée dans le cadre de la convention MEEDDAT – BRGM 2008 : convention du 6 octobre 2008, la phase d'estimation des surfaces de sols pollués est en cours : le recensement des captages et de leurs aires d'alimentation est en cours, le recensement des autres zones commencera en décembre 2008. Les différents types de traitement potentiellement applicables aux sols sont en cours de recensement. - Etude IRD « approche physique de la pollution de sols par le chlordécone : relation structure poreuse labilité du chlordécone. Mise au point d'une méthode d'analyse rapide (cf. action 10) - Recherche amont : projet CHLORDEXCO- 	Etat 128 k€	2008 ou 2009

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		SOIL retenu par l'ANR en juin 2008 : Elucider les processus responsables de la rétention de la molécule dans les sols volcaniques andosols et nitisols afin de pouvoir mieux évaluer sa concentration dans la solution du sol, qui conditionne les transferts vers le milieu aquatique ou le végétal.		
(7) Développer la recherche sur la faisabilité et les techniques de dépollution.	CIRAD/INRA BRGM/CEMAGREF CIRAD/IFREMER INRA/IRD/UAG	- Atelier international prévu en mars 2010. Action engagée, sous l'animation du PRAM et de l'INRA Antilles-Guyane ; recherche des équipes pertinentes sur publications en cours, définition des éléments du programme.	Etat 130 k€ Hors Etat 90 k€ (PO FEDER)	2008/2009

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
(8) Poursuivre les études sur les transferts sol/eau et en tirer des prévisions sur la dynamique de la pollution pour les zones à enjeux et les milieux aquatiques.	CIRAD INRA CEMAGREF/ IFREMER/IRD/ UAG/DIREN/ODE	<ul style="list-style-type: none"> - Recherche amont : projet CHLORDEXCO-TRANS retenu par l'ANR en juin 2008 (coordination CIRAD). Modes de migration des pesticides aux Antilles (dont le chlordécone) des sols vers les bassins versants, en fonction notamment du type de sol, de l'altitude et de la pluviométrie - Acquis existant à l'échelle du BV (Cirad, Cemagref) à consolider. Des actions sont déjà engagées sur les facteurs de disponibilité de la molécule dans les sols. Etude en cours sur bassin versant de la baie du Robert. - Convention ONEMA avec BRGM pour modélisation des transferts / chlordécone sur le bassin du Pérou au sud de la Guadeloupe (pour mémoire - 78,5 k€ - en marge action 8 du plan) - « DYNAMES » - Cemagref-PRAM sur convention nationale ONEMA-Cemagref : Démarrage en septembre 2009 d'une action de recherche « Dynames » pour dynamique des MES en relation avec la Chlordécone, sur 2 sites sièges de pollutions secondaires avérées (Martinique : Riv. Cacao Robert, Riv La Nau St Esprit) 	<p>Etat 1290 k€ Hors Etat 1709 k€ (PO FEDER)</p> <p><i>ONEMA 57k€</i></p> <p><i>ONEMA 63.5 k€</i> <i>BRGM 15 k€</i> <i>(pour mémoire)</i></p> <p><i>ONEMA</i> <i>80 k€/an</i></p>	<p>2008/2010</p> <p>2009-2012</p>
(9) Evaluer le potentiel de contamination des productions agricoles par l'irrigation.	CEMAGREF INRA/IRD/CDA/ODE	<ul style="list-style-type: none"> - Action devant se mettre en place suite aux résultats obtenus en action 8. - Ont été réalisés des dosages de chlordécone, 	<p>Etat 247 k€ Hors Etat 382 k€ (PO FEDER)</p>	<p>2008/2010</p>

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		<p>négatifs, au niveau des prises d'eau alimentant les conduites mixtes de transfert vers la Grande-Terre de Guadeloupe, et de la retenue de la Manzo en Martinique.</p> <p>- Cemagref-PRAM sur convention nationale ONEMA-Cemagref : Approche cartographique du risque de contamination des sols et des cultures par l'eau d'irrigation, à partir des données des gestionnaires de réseaux, de l'historique des parcelles, des déclarations de surfaces des agriculteurs, et de contrôles terrains réalisés par sondage. Action conduite de janvier à décembre 2010.</p>	ONEMA 30 k€	2010
(10) Renforcer l'appui méthodologique aux laboratoires d'analyse et le diagnostic analytique	CIRAD LDA 26/AFSSA	<p>La phase exploratoire est terminée, la validation du procédé SPME sur les sols est en cours. Les recherches se poursuivent à Montpellier sur les matrices végétales et animales.</p> <p>L'IRD a mis au point une technique d'analyse de sol par mesure de réflectance dans le proche infrarouge apparemment prometteuse.</p>	Etat 293 k€ Hors Etat 218 k€ (PO FEDER)	JUIN 2009

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
(11) Evaluer l'exposition alimentaire au chlordécone des nourrissons et jeunes enfants antillais.	AFSSA INSERM	<p>- En 2008, sur la base des dosages de chlordécone dans le lait maternel réalisés dans l'étude Hibiscus précédemment mentionnée, l'Afssa a réalisé une évaluation des risques de l'exposition via l'allaitement maternel, et recommandé de maintenir l'allaitement</p> <p>- Autres voies d'exposition alimentaire : l'Afssa évalue l'exposition alimentaire au chlordécone, autre que par l'allaitement, des nourrissons et jeunes enfants. L'objectif est de caractériser l'évolution de l'exposition alimentaire pendant la phase de diversification alimentaire chez le jeune enfant, à partir des données de contamination (RESO) et des données de consommation recueillies à l'aide d'un questionnaire sur l'alimentation de l'enfant administré à la mère à l'occasion du 18ème mois de l'enfant dans la cohorte mère enfant TIMOUN. Cette évaluation actuellement en cours et dont les résultats seront disponibles courant 2009, est menée en collaboration avec les équipes de recherche de l'Inserm en charge de la cohorte TIMOUN</p>	Etat 24 k€	2008 (Projet de 3 ans (démarré en 2006))

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
(12) Publier en 2008 et 2009 les résultats de l'enquête TIMOUN sur l'incidence de l'exposition au chlordécone sur les issues de grossesse et sur le développement des enfants.	INSERM CHU Pointe à Pitre/ CART Univ. de Liège	<p>Cette étude de cohorte est réalisée auprès de 1100 femmes enceintes et de 300 nourrissons suivis jusqu'à l'âge de 18 mois. Elle vise à étudier les risques associés à une exposition prénatale au chlordécone sur le développement prénatal et postnatal. Les femmes enceintes ont été incluses au cours du 3ème trimestre de grossesse. Une sous-cohorte de 300 nourrissons nés à terme ont été sélectionnés pour un suivi à 3, 7 et 18 mois.</p> <p>La phase des inclusions des femmes enceintes a été terminée fin 2007. Les dernières naissances ont eu lieu en avril 2008. Les examens à 3 et 7 mois se sont poursuivis jusqu'à la fin 2008 et ceux à 18 mois se prolongeront jusqu'à fin 2009. Les dosages dans le sérum maternel et le sang du cordon seront finalisés au cours de l'année 2009.</p> <p>Convention DGS-INSERM du 30 mai 2008.</p>	Etat 140 k€	2008/2009
(13) Renforcer le registre des cancers de Martinique et créer un registre des cancers en Guadeloupe	InVS CireAG/ Réseau FRANCIM	<p>- Le registre de Guadeloupe a été autorisé par la CNIL le 29 juin 2009. La structure d'accueil est le CHU de Pointe à Pitre.</p> <p>- Nouvelle convention entre InVS et registre du cancer de Martinique, prenant en compte les spécificités de la surveillance des cancers liés à la problématique chlordécone, les moyens supplémentaires octroyés dans le cadre du plan chlordécone et la politique nationale de renforcement des registres des cancers.</p>	Etat 1020 k€	Durée pérenne

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		<p>Un conseil scientifique commun a été installé et a tenu sa première réunion le 26 avril 2009 pour favoriser une articulation étroite entre les deux registres.</p> <p>Versement DGS dans le dernier arrêté complétant le montant de la subvention pour charge de service public de l'InVS au titre de 2008</p>		
(14) Créer un registre des malformations congénitales.	<p>InVS Registre des malformations congénitales, Paris</p>	<p>Une mission exploratoire a été organisée en juin 2008 aux Antilles pour faire un état des lieux du recueil des données dans le domaine, rencontrer les acteurs et proposer des modalités de fonctionnement pour une structure inter-îles. La direction opérationnelle du registre est confiée à la Martinique (CHU, Dr. Schaub), et la présidence scientifique à la Guadeloupe (Pr. Janky) pour les trois premières années. La présidence scientifique sera tournante tous les trois ans.</p> <p>Le recensement des malformations a démarré en janvier 2009</p> <p>Versement dans le dernier arrêté complétant le montant de la subvention pour charge de service public de l'InVS au titre de 2008</p>	Etat 391 k€	Durée pérenne

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
(15) Mettre en place un dispositif de toxicovigilance dans les deux départements.	InVS Com.Coordin toxicovigilance CAP Paris	<p>Recherche de structures d'accueil pour organiser le dispositif local en concertation avec le dispositif national de toxicovigilance (CAP de Paris actuellement). Recrutement des équipes non encore effectué.</p> <p>Une mission d'experts a rendu son rapport en juillet 2009 après un déplacement dans les départements antillais.</p> <p>Pour faciliter la mise en œuvre des actions 13, 14, 15 et 23 et faire l'interface avec le niveau national, l'InVS a créé un poste d'épidémiologiste à la Cire Antilles Guyane.</p> <p>Versement dans le dernier arrêté complétant le montant de la subvention pour charge de service public de l'InVS au titre de 2008.</p>	Etat 890 k€	Durée pérenne
(16) Installer un conseil scientifique international pour proposer des recherches complémentaires et le renforcement de la veille sanitaire et de la surveillance de l'impact sanitaire des pesticides	InVS/INSERM CireAG	<p>- Le conseil scientifique international de 14 membres a été mis en place le 18 mars 2008 par l'InVS et l'INSERM avec une lettre de mission signée des deux directeurs généraux. Il a établi son programme de travail (10 actions scientifiques). Il s'est rendu sur place du 26 au 31 octobre 2008 et a rencontré tous les acteurs locaux. Il remettra son rapport en octobre 2009.</p> <p>InVS/INSERM : communiqué de presse du 12 juin 2008 annonçant la mise en place de ce conseil scientifique.</p> <p>Versement dans le dernier arrêté complétant le</p>	Etat 524 k€	Remise rapport Octobre 2009

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		montant de la subvention pour charge de service public de l'InVS au titre de 2008		
(17) Diffuser les premiers résultats des enquêtes KaruProstate sur les conséquences des expositions au chlordécone fin 2008.	INSERM CHU Pointe à Pitre/CART, Univ de Liège	- La phase d'inclusion a été terminée fin mars 2008. Les premiers résultats (associations entre les niveaux d'exposition au chlordécone et autres pesticides et le risque de survenue du cancer de la prostate) sont attendus en même temps qu'une première publication scientifique prévue fin 2009. Convention DGS-INSERM du 26 mai 2008.	Etat 60 k€	Fin 2009
(18) Etudier l'incidence des malformations congénitales de l'appareil génital masculin.	CHU Fort de France INSERM/InVS/CireAG	Le CHU de Fort de France a réalisé une étude rétrospective 2006-2007 des malformations génitales masculines externes. Sur la base du registre antillais des malformations congénitales (action 14 du plan national chlordécone) le CHU de Fort de France a commencé en 2009 l'étude prospective de l'incidence des malformations congénitales de l'appareil génital masculin (cryptorchidie, hypospadias) en Martinique. Convention DGS-CHU Fort de France du 11 juillet 2008. Financement dans le cadre du PITE en 2009.	Etat 51 k€	2008/2009

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance																								
(19) Adapter les LMR nationales pour toutes les denrées y compris les produits de la mer et d'eau douce.	DGAL DPMA/DGCCRF/SEOM/ DGS	- Signature arrêté LMR le 30 juin 2008, publication au JO du 4 juillet 2008 - La circulaire d'accompagnement a été signée simultanément.		2008																								
<p>(20) Renforcer les contrôles des services de l'Etat sur les denrées alimentaires produites, consommées ou mises sur le marché en Martinique et en Guadeloupe, en particulier les produits d'élevage, les produits de l'aquaculture en eau douce et les produits de la mer.</p> <p>Objectifs pour 2009 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Produits d'origine végétale <ul style="list-style-type: none"> • les DDCCRF de Guadeloupe et de Martinique procéderont à 540 prélèvements chacun (contre environ 340 en 2008) axés principalement sur la recherche de résidus de produits organochlorés (Chlordécone), dont 30% sur importations. • Les DAF/SPV de Guadeloupe et de Martinique réaliseront chacune respectivement 70 et 80 contrôles d'exploitations agricoles (racines, tubercules, cucurbitacées) et 170 et 180 prélèvements de surveillance (alimentation animale et alimentation humaine sur arboriculture fruitière, solanacées, haricots verts, chou, ananas, passifloracées, gombo, herbes condimentaires, céleri) - Produits d'origine animale (DSV) : 	DGAL/ DGCCRF DAF/DSV/ DRCCRF/DDAM Labo LNR	<p>Réalisations 2008</p> <p>Guadeloupe</p> <table border="1" data-bbox="1077 517 1691 1082"> <thead> <tr> <th>Service</th> <th>Contrôle</th> <th>Surveillance</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DAF - SPV</td> <td>70 (racines, tubercules et cucurbitacées)</td> <td>140 (fourrages – banane, graminées, canne)</td> </tr> <tr> <td>DSV</td> <td>157 dont 55 produits de la pêche</td> <td>305 dont 170 produits pêche et aquaculture</td> </tr> <tr> <td>DCCRF</td> <td>208 dont 57 sur produits importés</td> <td>50 dont 18 produits importés</td> </tr> <tr> <td>Total</td> <td>435</td> <td>495</td> </tr> </tbody> </table> <p>Martinique</p> <table border="1" data-bbox="1077 1145 1691 1415"> <thead> <tr> <th>Service</th> <th>Contrôle</th> <th>Surveillance</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>DAF - SPV</td> <td>70 (racines, tubercules et cucurbitacées)</td> <td>263 (canne)</td> </tr> <tr> <td>DSV</td> <td>183 dont 54 produits de la</td> <td>274 dont 195 produits pêche</td> </tr> </tbody> </table>	Service	Contrôle	Surveillance	DAF - SPV	70 (racines, tubercules et cucurbitacées)	140 (fourrages – banane, graminées, canne)	DSV	157 dont 55 produits de la pêche	305 dont 170 produits pêche et aquaculture	DCCRF	208 dont 57 sur produits importés	50 dont 18 produits importés	Total	435	495	Service	Contrôle	Surveillance	DAF - SPV	70 (racines, tubercules et cucurbitacées)	263 (canne)	DSV	183 dont 54 produits de la	274 dont 195 produits pêche	<p>Etat 2940 k€</p> <p>Délégations 2008 : SPV 971 72 k€ (BOP 206) et 15k€ sur vacations (BOP 215) SPV 972 : 75 k€ (BOP 206) et 15k€ sur vacations (BOP 215)</p> <p>DSV 971 138.6 k€ DSV 972 158.4 k€</p>	2008/2010
Service	Contrôle	Surveillance																										
DAF - SPV	70 (racines, tubercules et cucurbitacées)	140 (fourrages – banane, graminées, canne)																										
DSV	157 dont 55 produits de la pêche	305 dont 170 produits pêche et aquaculture																										
DCCRF	208 dont 57 sur produits importés	50 dont 18 produits importés																										
Total	435	495																										
Service	Contrôle	Surveillance																										
DAF - SPV	70 (racines, tubercules et cucurbitacées)	263 (canne)																										
DSV	183 dont 54 produits de la	274 dont 195 produits pêche																										

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement			Financement	Echéance
<ul style="list-style-type: none"> • Martinique et Guadeloupe : 300 analyses plan de contrôle et 200 analyses plan de surveillance pour chaque région. • Des compléments d'échantillonnage seront réalisés sur le secteur de la production halieutique en 2009. 			pêche et de pisciculture	et aquaculture (dont 51 produits importés)	<p>Délégations 2009 sur Pite : SPV 971 72 k€ SPV 972 73.5 k€ 15k€ pour vacations (BOP 215) DSV 971 230 k€ DSV 972 150 k€ DRCCRF 56 k€</p>	
DCCRF	224 dont 35 produits importés	46 dont 8 produits importés	Total	477		583
<p>Avancement programme au 30 septembre 2009 :</p> <p>- DCCRF Guadeloupe 118 prélèvements de surveillance et 234 de contrôle Martinique 129 prélèvements de surveillance et 261 de contrôle</p> <p>- SPV Guadeloupe 66 prélèvements de surveillance et 51 de contrôle Martinique au 15 septembre 101 prélèvements de surveillance et 54 de contrôle</p> <p>- DSV Guadeloupe : 208 prélèvements en milieu terrestre et 30 prélèvements en milieu marin Convention avec Litt'Océan pour prélèvements milieu marin Martinique : 161 prélèvements 16 volailles prévues avec JAFA Convention avec Impact mer pour prélèvements milieu marin</p> <p>Financement dans le cadre du PITE en 2009.</p>						

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
<p>(21) Accélérer la mise en œuvre des programmes « Jardins familiaux » (JAFA), actuellement en phase préparatoire dans les deux départements, y associer tous les acteurs locaux.</p>	<p>DSDS COGES/DAF- SPV/DSV/FREDON/ CireAG/AFSSA Communes/DGS</p>	<p>Programme conduit par les DSDS en collaboration avec le Comité guadeloupéen d'éducation pour la santé en Guadeloupe, le Comité régional d'éducation pour la santé en Martinique, et des associations d'insertion (SEVE et La Goutte d'eau lorrinoise en Martinique)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Campagnes de communication en cours pour informer la population sur la problématique, les différentes phases du programme, les dates des réunions d'information et d'échange... - Identification des quartiers en zone potentiellement contaminée - Analyse par des enquêteurs, en porte à porte, des habitudes alimentaires des foyers rencontrés susceptibles de les mettre en situation de risque de forte exposition à la chlordécone (exploitation d'un jardin familial et consommation fréquente des légumes racines produits) - Pour les cas déterminés comme à risque potentiel, diagnostic par analyse de la contamination du sol du jardin. - En fonction des résultats du diagnostic, des conseils adaptés à chaque situation sont promulgués, allant de la simple préconisation de diversification des sources d'approvisionnement jusqu'à la limitation de la consommation des légumes racines issus du jardin contaminé pour les situations les plus à risque. - Actions d'accompagnement : pour ne pas détourner la population de ses jardins créoles, et 	<p>Etat 6362 k€</p> <p>2008 DSDS 972 : 1075 k€</p> <p>DSDS 971 : 1000 k€</p> <p>Financement Pite 2009</p> <p>DSDS 972 : 1372 k€</p> <p>DSDS 971 : 1129 k€</p>	<p>2008/2010</p>

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		<p>conserver un juste équilibre entre prévention des risques liés au chlordécone et promotion d'une alimentation saine, des actions collectives pour une diversification de l'alimentation et pour la promotion de la consommation de fruits et légumes frais seront menées. La pratique du jardinage sera encouragée, en valorisant la culture de légumes compatibles avec la contamination des parcelles exploitées.</p> <p>En parallèle, des opérations seront conduites visant à améliorer l'offre en fruits et légumes sains en :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soutenant les projets innovants en matière d'alimentation-santé avec un appel à projet porté par le Groupement Régional de Santé Publique de Guadeloupe ; - augmentant la vigilance des consommateurs sur l'origine des produits achetés . - accompagnant, en Martinique, des dispositifs de soutien aux familles défavorisées pour leur permettre de continuer à disposer de fruits et légumes sains si elles ne peuvent plus les cultiver dans leurs jardins : <ul style="list-style-type: none"> • Création d'épiceries sociales ; • Mise à disposition de jardins ouvriers. - Une recherche en vue de mesurer l'impact des modes de préparation et de cuisson sur la contamination des denrées alimentaires les plus contributrices de l'exposition a été lancée, afin si possible d'affiner les conseils aux 		

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance												
		<p>familles confrontées à la contamination de leur jardin.</p> <p>Financement dans le cadre du PITE en 2009</p> <p>Etat d'avancement du programme au 15 septembre 2009 (N.B :le nombre d'enquêtes réalisées est largement supérieur au nombre de foyers, de nombreux bâtiments étant à l'abandon ou non habités) :</p> <table border="1" data-bbox="1077 533 1693 1086"> <thead> <tr> <th data-bbox="1077 533 1196 772">Région</th> <th data-bbox="1196 533 1357 772">Nombre de foyers enquêtés</th> <th data-bbox="1357 533 1518 772">Nombre d'analyses de sol réalisées</th> <th data-bbox="1518 533 1693 772">Nombre de foyers à risque d'exposition élevée identifiés</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="1077 772 1196 948">971</td> <td data-bbox="1196 772 1357 948">2565</td> <td data-bbox="1357 772 1518 948">193</td> <td data-bbox="1518 772 1693 948">Premières analyses de sol en cours d'examen</td> </tr> <tr> <td data-bbox="1077 948 1196 1086">972</td> <td data-bbox="1196 948 1357 1086">4457</td> <td data-bbox="1357 948 1518 1086">410</td> <td data-bbox="1518 948 1693 1086">40</td> </tr> </tbody> </table>	Région	Nombre de foyers enquêtés	Nombre d'analyses de sol réalisées	Nombre de foyers à risque d'exposition élevée identifiés	971	2565	193	Premières analyses de sol en cours d'examen	972	4457	410	40		
Région	Nombre de foyers enquêtés	Nombre d'analyses de sol réalisées	Nombre de foyers à risque d'exposition élevée identifiés													
971	2565	193	Premières analyses de sol en cours d'examen													
972	4457	410	40													

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
<p>(22) Interdire l'usage et/ou informer sur la non potabilité des eaux de sources contaminées au-delà des seuils admis, en lien avec les collectivités territoriales.</p>	<p>DSDS Municipalités/ DGS/ODE/INPES</p>	<p>Martinique : Versement au GRSP des crédits dédiés à la valorisation des résultats (communication) en avril – mai 2009 et pour une étude confiée au BRGM sur la vulnérabilité naturelle des sources. 350 sources ont été recensées par le BRGM, 140 ont été identifiées comme pouvant être utilisées par la population aux fins de consommation. 57 sont situées dans un environnement susceptible d'être contaminé par le Chlordécone, et ont fait l'objet d'analyses. 39 sont contaminées par les organochlorés dont 18 au-delà de la norme. Atlas en cours d'élaboration (tous les résultats sont désormais disponibles), conférence de presse prévue en décembre 2009. Mais le message sanitaire qui va passer sera difficilement suivi d'effet : « quelque soit le résultat d'analyses mesuré, en l'absence de suivi et d'entretien rien ne garantit la potabilité des sources en continu, leur consommation est donc déconseillée ».</p> <p>Guadeloupe : - Identification et analyses des sources à risque réalisées : parmi les 140 sources répertoriées (BRGM + enquêtes terrain), 31 sont considérées comme à risque, et sur les 27 sources analysées à ce jour, 14 sont effectivement contaminées par les organochlorés au delà de la norme de potabilité. - information des communes concernées et, communication grand public fin 2009 sur les risques à consommer les eaux de ressources non contrôlées dans le cadre d'une information générale sur la qualité des eaux de distribution.</p>	<p>Etat 170 k€</p> <p>85 k€</p> <p>85 k€</p>	<p>2008/2010 reconductible pour les sources contaminées</p>

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
(23) Produire, d'ici fin juin 2008, des recommandations d'actions éventuelles à mener dans la population des travailleurs et des anciens travailleurs concernés.	InVS CireAG	<p>Il est prévu de prendre en compte les recommandations du conseil scientifique qui rendra son rapport en octobre 2009.</p> <p>Un sous-groupe de travail constitué au sein du comité scientifique a été mis en place pour étudier particulièrement ces aspects : des contacts ont été pris avec les acteurs locaux, des premières investigations sont faites concernant les sources potentielles d'information sur les travailleurs exposés, des recommandations opérationnelles pourront ainsi être établies permettant de lancer le travail.</p> <p>Versement dans le dernier arrêté complétant le montant de la subvention pour charge de service public de l'InVS au titre de 2008</p>	Etat 142 k€	Octobre 2009
(24) Finir l'extension aux Antilles du réseau de toxicovigilance des pesticides Phyt'attitude.	DGFAR CAMAS/DGT/ CGSS/DTEFP-DOM médecine travail DOM	- articulation à organiser avec le groupe Phyto veille du CCTV : contact entre InVS et DGFAR	MSA 9 k€	Durée pérenne

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
(25) Renforcer l'accueil et le conseil aux agriculteurs installés sur des sols contaminés.	DAF 971/972 Chambre d'agri/ FREDON	<p>Les Chambres d'agriculture ont rédigé le cahier des charges qui a été soumis à l'approbation du MAP pour un financement du CASDAR. Arrêté ministériel d'approbation signé par le ministre de l'agriculture en aout 2008, permettant le concours financier du CASDAR</p> <p>L'action 25 nécessite des apports techniques de la part de la recherche ou des décisions ministérielles ou préfectorales pour permettre des conseils de reconversion sur sol contaminants (estimation : 30% de la SAU maraichère en Martinique). Dans l'attente, une liste de cultures conseillées et déconseillées a été élaborée et validée par le ministère de l'agriculture, puis par les CDOA de Guadeloupe et de Martinique.</p>	Etat 360 k€ (CASDAR) Hors Etat 840 k€ (PDR)	
(26) Proposer à chaque agriculteur concerné une aide à la décision (assolement pertinent, orientation vers des cultures non sensibles) basée sur un diagnostic technico-économique personnalisé, comprenant un diagnostic à la parcelle avec analyse de sol.	DAF/SPV 971/972 Chambre d'agri/ FREDON	<p>Les programmes de diagnostic et de conseil des chambres d'agriculture de Guadeloupe et de Martinique ont été soumis à l'approbation du MAAPE. L'arrêté ministériel d'approbation a été signé par le ministre de l'agriculture, en août 2008, permettant le concours financier du CASDAR, qui s'élève à 346 k€ pour la chambre d'agriculture de Guadeloupe et à 319,5 k€ pour la chambre d'agriculture de Martinique.</p> <p>Des CDOA spécifiques (Section "accompagnement et suivi des exploitations touchées par la chlordécone") ont été créées dans les deux départements. - En Guadeloupe, 126 diagnostics ou enquêtes</p>	Etat 1640 k€ Hors Etat 3360 k€ (PDR) <i>Crédits CASDAR</i> <i>Guadeloupe :</i> 346,1 k€ <i>CASDAR</i> <i>Martinique :</i> 319,6 k€	2008/2010

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		<p>simplifiées ont été réalisés. Un comité de suivi a été mis en place à la chambre d'agriculture. Les diagnostics vont être présentés en CDOA.</p> <ul style="list-style-type: none"> - En Martinique, 300 diagnostics ont été réalisés. Parallèlement, la CDOA spécifique, créée par arrêté préfectoral du 15/10/08, a validé, le 07/11/08, un dispositif d'accompagnement et de suivi des exploitants contraints à une reconversion partielle ou totale de leur activité suite à la contamination par la chlordécone. <p>En impliquant les organisations de producteurs et coopératives dans l'élaboration et le suivi des projets individuels, ces dispositifs visent également à restaurer la confiance des consommateurs et à augmenter la part des produits locaux sur les marchés guadeloupéens et martiniquais, dans les filières végétales de diversification et l'aquaculture d'eau douce.</p> <p>Mesures financières mobilisables dans le cadre du dispositif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Aides au départ de l'agriculture (préretraite, aide à la Réinsertion Professionnelle, congé de formation) - Aide à la formation (mesure 111-A des PDR). - Aide à la « reconversion agricole » (mesure 121 des PDR), avec la possibilité, pour les agriculteurs concernés, de bénéficier du taux maximum d'aides publiques (75%) et d'un prêt à taux zéro pour permettre le pré-financement des investissements (intérêts bancaires pris en charge par l'État). - Aides à la « reconversion aquacole » 		

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		<p>(mesures du FEP). - Plan d'apurement des dettes fiscales. - Plan d'apurement des cotisations patronales de sécurité sociale. Le Chiffrage de ces mesures est en cours.</p> <p>Les DAF ont proposé d'étudier un dispositif d'aide additionnelle dans le cadre de l'article 31 des PDR pour les agriculteurs impactés par un changement de norme, applicable à la chlordécone. Cette modification est à l'étude au MAAPE et au SEOM.</p>		
(27) Définir les modalités d'une obligation faite à tout bailleur ou vendeur de réaliser un diagnostic chlordécone préalable à la transaction.	DGFAR	<p>L'article L411-4 du code rural relatif aux baux ruraux permet d'inclure dans l'état des lieux des baux l'exigence d'un diagnostic de la teneur en chlordécone des terres mises à bail. Pour cela, le bail type départemental devrait être révisé pour préciser le contenu de l'état des lieux ainsi que les modalités de réalisation du diagnostic chlordécone. Cependant cette disposition ne pourrait s'appliquer qu'en cas de changement de fermier (et non en cas de simple renouvellement de bail).</p> <p>A poursuivre : expertise juridique pour le cas des ventes de terres.</p>		Fin 2008 / début 2009
(28) Mobiliser les terres en friches (en appliquant la loi d'orientation agricole) pour permettre si nécessaire l'installation d'exploitants agricoles de productions sensibles.	Conseils Généraux/ DAF/Chambre d'agri/SAFER	Politique à mettre en place par les collectivités locales	Hors Etat 546 k€	Permanent
(29) Faire soutenir les initiatives professionnelles	DGPEI /	- Depuis l'entrée en vigueur du POSEI France	Etat 150 k€	2008/2010

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
<p>suivantes par l'ODEADOM : interprofessions et implication de la grande distribution dans l'information du consommateur ; accompagnement financier de la mise en place des politiques de qualité par les OP ; signes distinctifs facilitant la reconnaissance de produits de qualité.</p>	<p>ODEADOM/ DGCCRF DGAL</p>	<p>en octobre 2006, les OP bénéficient d'une "aide à la mise en place des politiques qualité" proposée dans le cadre de la mesure "Diversification des productions végétales" afin de compenser les coûts supplémentaires liés à la mise en place de certifications. Elle peut être utilisée notamment pour des démarches de certification de produits. A titre indicatif, cette action a été sollicitée par les professionnels à hauteur de 614 000€ pour l'année 2007.</p> <p>- La DDCCRF de la Martinique et la Coopérative SOCOPMA (250 producteurs de fruits et légumes soit plus de 60% de la profession), ont mis en place des dossiers de suivi individuel des producteurs confortant la traçabilité déjà mise en place par les professionnels. La DGCCRF accompagnée des techniciens de la SOCOPMA a réalisé une visite individuelle de chaque adhérent de la coopérative, pour la mise en place de ce suivi individuel, l'information et formation des agriculteurs.</p> <p>La SOCOPMA appose déjà sur ses factures de vente des produits contributeurs un numéro permettant d'assurer la traçabilité du produit. Signature de 2 conventions avec la SOCOPMA pour l'acquisition de matériel de conditionnement en unité de vente au consommateur associé à un étiquetage individuel garantissant la traçabilité et l'information du consommateur (17 075 €) et pour l'acquisition de matériel informatique et de logiciel permettant la mise en place d'une traçabilité interne propre à assurer</p>	<p>(ODEADOM) Hors Etat 2400 k€ (FEAGA POSEI)</p> <p><i>Pite 70 k€</i></p>	

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		<p>l'identification et le suivi des lots de fruits et légumes (30 264 €).</p> <p>En tout état de cause les DDCCRF de Guadeloupe et de Martinique apporteront leurs concours à toute démarche volontaire et collective de professionnels qui viserait à promouvoir une « Charte » permettant de renforcer l'information et la confiance du consommateur sur la qualité des produits.</p> <p>Financement dans le cadre du PITE en 2009.</p>		
<p>(30) Elaborer des référentiels pour gérer le risque de transfert sol-plante ou de bioaccumulation dans les animaux.</p>	<p>CIRAD/INRA CEMAGREF/DAF/CD A/FREDON</p>	<p>- Première hiérarchisation des cultures à risque, mais les données collectées sont insuffisantes pour élaborer des référentiels pour l'ensemble des situations de culture et traduire les LMR en LMsol.</p> <p>Pas de risque (contamination très faible) pour ananas, banane, tomate, haricot vert, chou pommé, fruits.</p> <p>Risque à évaluer pour cucurbitacées, laitues (campagne de prélèvements en cours), canne à sucre (analyse des résultats à finaliser avec la campagne 2009).</p> <p>Risque très fort pour racines et tubercules. L'inventaire des types de fourrages et de leur contamination en fonction des organes et repousses est entamé.</p> <p>- Une campagne de mesures sur canne à sucre au champ a été réalisée en 2008, en 2009 les prélèvements ont été ciblés sur les produits transformés à l'usine (bagasse, jus,</p>	<p>Etat 1075 k€ Hors Etat 1281 k€ (PDR ou PO FEDER)</p>	<p>2008/2010</p>

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		sucre, tourteau) - Démarrage fin 2009 des recherches sur la contamination des animaux d'élevage terrestre (INRA) - Recherche amont : projet CHLORDEXCO-PLANT co-financé par l'ANR en octobre 2008 (INRA-CIRAD) pour l'étude des mécanismes de transfert entre les sols et les végétaux. -		
(31) Evaluer les pistes de reconversion agricole à usage alimentaire ou non, en mettant en priorité les exigences alimentaires et environnementales.	CEMAGREF / CIRAD DAF/CDA.	- Etude de DELTA AIC (août 2006) sur les conditions de réalisation d'une filière bio-éthanol aux Antilles (financement ODEADOM) ; convention ODEADOM-IRIS ingénierie pour étude de faisabilité d'une unité pilote de valorisation énergétique de la biomasse cannière en Guadeloupe (financement ODEADOM). Ces deux études devraient permettre de jeter les bases d'une reconversion vers la production de canne à sucre à usage non-alimentaire. - Cémagref : Action non engagée.	Etat 244 k€ Hors Etat 191 k€ (PDR)	2008/2010
(32) Assurer la conformité de la production piscicole.	DPMA DAF 971/972 DRAM971 DSDS/DIREN/IFREMER /OFIMER/CEMAGREF	En Martinique, démarrage en mars 2008 : diagnostic sommaire des exploitations, expérimentation de baisse de contamination. Etude complémentaire réalisée au deuxième semestre 2008, ne laissant que peu d'espoirs sur les possibilités de décontamination des produits d'élevage.	Etat 50 k€ Hors Etat 40 k€ (FEP)	2008/2010

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		Attente de proposition de recherche par le Cemagref et l'UAG sur les mécanismes de contamination / décontamination.		
(33) Identifier les sites où l'eau n'est pas contaminée et permettre la réinstallation des exploitations dans ces sites	DPMA DAF 971/972 DRAM 971/972 DSDS/DIREN/IFREMER /OFIMER/CEMAGREF	Pas de date de début d'exécution prévue.		2009
(34) En cas d'impossibilité de poursuite de l'activité des aquaculteurs concernés, examiner leur reconversion vers d'autres activités.	DPMA DAF 971/972 DRAM 971/972 DSDS/DIREN/IFREMER /OFIMER/CEMAGREF	L'expérimentation des conditions de modes d'élevage alternatifs (dispositif aquaponie) sont en cours au niveau du LPA du Robert depuis le début 2009. Cette expérimentation devrait être poursuivie en 2010 associée à des actions de formation des producteurs intéressés.	Etat 180 k€ FEP 57 k€ CR 20 k€	2008/2010
(35) En ce qui concerne le paraquat , récemment interdit, organiser des opérations de récupération et d'élimination des stocks avant la fin de l'année 2007, en lien avec la firme ayant mis sur le marché les produits contenant cette substance.	DGAL CDA/SPV971-972/ Sociétés commer. Produits à base Paraquat/ADIVALOR	- Martinique : plus de 11 000 litres de R'Bix ont été collectés en août 2007. La quantité collectée représente 15 % environ de la consommation annuelle moyenne de ces dernières années, soit le stock normal présent tout au long de l'année. La firme fabriquant le R'Bix a organisé en fin septembre 2007 le rapatriement en métropole de la totalité du stock de bidons neufs (sous le contrôle des services de la DAF et des Douanes) et sa destruction en sites spécialisés en octobre 2007 La collecte des bidons usagés demandant des conditions de transport spécifiques est en cours, sous maîtrise d'oeuvre des distributeurs - Guadeloupe : 7500 litres collectés de fin	Etat 60 k€	2008 action réalisée

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		2007 à janvier 2008		
(36) Caractérisation du risque lié à l'exposition alimentaire de la population antillaise aux résidus de pesticides.	AFSSA	<p>L'acquisition des connaissances et les développements méthodologiques pour le choix des molécules pertinentes sont en cours. Une mission a été organisée sur place en septembre 2008 pour collecter des données sur l'usage des pesticides dans les Antilles. Elle a permis d'affiner la méthodologie et de valider le contenu des premières listes de substances. La liste des molécules à analyser sera disponible fin 2008.</p> <p>Un inventaire des échantillons restant des études RESO a débuté et doit être poursuivi jusqu'à fin 2008. Les aspects analytiques liés aux molécules sélectionnées vont être étudiés pour fin 2008. début 2009, un appel d'offres sera lancé et les laboratoires seront sélectionnés afin de permettre de débiter les analyses dès le deuxième trimestre 2009.</p> <p>Les modalités de financement du projet pour 2008 sont le versement par l'arrêté du 30 novembre 2007 complétant le montant de la subvention pour charge de service public de l'AFSSA au titre de 2007. Une convention DGS-AFSSA a été établie le 6 juin 2008.</p>	Etat 450 k€	2008/juin 2010 (30 mois)
(37) Mettre en place localement une communication large envers les populations. Informer le public et les médias locaux des étapes de mise en œuvre du plan et des nouvelles mesures prises.	Préfets INPES Chargé de mission interrégional SIG/Collec.locales/ Locales/Associations/ ORS	<p>- Les GRSP de Guadeloupe et de Martinique ont recruté une agence de communication pour l'accompagnement du plan chlordécone en Guadeloupe et en Martinique.</p> <p>Un cycle régulier de conférences de presse est lancé à compter de la fin septembre 2009.</p>	Etat 312 k€ <i>DSDS 971 : 103.5 k€</i> <i>DSDS 972 : 153.5 k€</i>	2008/2009

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		<p>La préparation d'un plan de communication sera réalisée pour la fin de l'année 2009.</p> <p>- L'étude de l'INPES sur les connaissances, perceptions et comportements des populations de Martinique et de Guadeloupe aidera à définir la stratégie du plan de communication et les messages à diffuser au grand public. Après une étude qualitative exploratoire en juillet 2008, une étude quantitative par téléphone a été mise en place du 13 octobre au 26 novembre 2008 auprès de 2 échantillons (construits selon la méthode des quotas) de 1000 guadeloupéens et 1000 martiniquais âgés de 18 à 75 ans.</p> <p>Les résultats montrent que la majorité des Antillais a entendu parler du chlordécone, mais que globalement les connaissances sont peu précises. Le risque lié à ce pesticide est perçu comme étant important, tant pour la santé de la population (mais à relativiser vis-à-vis d'autres problématiques de santé telles que le Sida, le diabète ou l'hypertension) que pour l'environnement ou l'économie locale. L'opinion quant à la gestion du dossier chlordécone par les élus et l'Etat est assez critique.</p> <p>Il existe par ailleurs une réelle attente des sujets en termes d'information sur le chlordécone, ses conséquences, l'attitude à adopter pour se protéger, et les mesures de gestion entreprises par l'Etat. Cette information semble devoir être relayée par un émetteur jugé crédible par la population (scientifique, ou médiateur qui aurait la confiance du public).</p> <p>Le rapport de cette étude sera rendu public en</p>		

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
		2009		
(38) Mettre à disposition sur Internet l'ensemble des données et études sur le chlordécone et les autres pesticides utilisés dans les Antilles françaises.	AFSSET (ORP) Acteurs locaux / chargé de mission interrégional.	<p>- Ouverture du site le 1^{er} juillet 2008. Communiqué de presse AFSSET du 30 juin annonçant l'ouverture.</p> <p>Entre le 1/7/08 et le 30/10/08, il y a eu 13 657 consultations du site.</p> <p>- Etude de la faisabilité d'intégration des données de la base Cire AG en cours de discussion entre Afsset et InVS.</p> <p>Convention DGS-AFSSET du 18 août 2008</p> <p>L'Afsset travaille à la mise en œuvre d'une présentation cartographique des données (cf action 1)</p>	Etat 381 k€ (AFSSET)	2008/2010
(39) Organiser des consultations publiques sur les différentes actions du plan, par les autorités locales avec l'appui et la participation de l'échelon national	Préfets de 971 et 972 AFSSET/INRA	<p>Convention AFSSET-INRA du 14 mai 2008 pour la réalisation de l'étude socio-historique du dossier chlordécone. La mission effectuée en décembre 2008 a eu pour objectif de compléter l'étude socio-historique par des entretiens avec des acteurs locaux et de rencontrer les autorités locales pour présenter et préparer les étapes consacrées à l'organisation des consultations publiques proprement dites.</p> <p>Le rapport de l'étude socio-historique est attendu.</p> <p>Financement dans le cadre du PITE en 2009.</p>	Etat 180 k€ (AFSSET) <i>Pite 60 k€</i>	2008 - juin 2009

Actions	Pilote partenaires	Etat d'avancement	Financement	Echéance
(40) Coopérer avec les autres pays potentiellement concernés pour l'évaluation et la gestion d'une pollution par le chlordécone et de ses impacts sanitaires, agronomiques et environnementaux	CIRAD/AFSSET Institut Pasteur	<ul style="list-style-type: none"> - L'identification des équipes de recherches européennes impliquées sur les questions relatives au chlordécone est en cours : l'AFSSET en consultant diverses sources documentaires a établi la liste de 14 pays européens susceptibles d'avoir utilisé du chlordécone, du mirex (molécule proche) ou du kelevan (molécule se dégradant en chlordécone). La DGS a saisi la DGTPE le 8 décembre 2008 pour obtenir des informations. La saisine des conseillers sociaux des ambassades par la DGS est en cours. - L'identification des rapports internationaux sur ce même sujet (UNEP, OMS...) est en cours. - Une réunion d'information sur la chlordécone a eu lieu le 29 octobre 2008 au Cameroun. 	Etat 15 k€ (AFSSET)	2008/2010
FINANCEMENT		Hors Etat Etat TOTAL	13 397 k€ 20 375 k€ 33 780 k€	